



Arrêt

**n° 113 204 du 31 octobre 2013
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 11 décembre 2012, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa long séjour, prise le 19 octobre 2012 dans le cadre de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance 25.177 du 31 décembre 2012 portant détermination du droit de rôle.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 8 août 2013 convoquant les parties à l'audience du 20 septembre 2013.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me VAN NIJVERSEEL *loco* Me P. ENGELLEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le 13 avril 2011, la partie requérante a épousé, au Maroc, Monsieur [x], de nationalité égyptienne et admis au séjour en Belgique.

Le 12 octobre 2011, elle a introduit une demande de visa long séjour auprès de l'ambassade de Belgique au Maroc dans le cadre d'un regroupement familial sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, en qualité de conjointe d'un ressortissant égyptien admis au séjour en Belgique.

Le 1^{er} mars 2012, la partie défenderesse a pris une décision de refus de délivrance dudit visa.

Le 20 avril 2012, elle a introduit une seconde demande de visa dans le cadre d'un regroupement familial sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Par un courrier daté du 20 septembre 2012, la partie défenderesse a demandé l'avis du Procureur du Roi de Tongres quant à la validité du mariage susvisé.

Celui-ci a livré un avis négatif concernant la reconnaissance dudit mariage et la délivrance d'un visa dans le cadre d'un regroupement familial, à la partie défenderesse ainsi qu'au Bourgmestre de la commune de Maasmechelen dans un courrier daté du 17 octobre 2012.

Le 19 octobre 2012, la partie défenderesse a pris une décision de refus de délivrance de visa, laquelle a été notifiée le 12 novembre 2012, à la partie requérante.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Le 20/10/2012 une demande de visa a été introduite sur base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 15 septembre 2006 entrée en vigueur le 1^{er} juin 2007, modifié par la loi du 08/07/2011 entrée en vigueur le 22/09/2011, par [la requérante] née le 15/04/1982 ressortissante du Maroc ;

Cette demande a été introduite sur base d'un mariage conclu le 13/04/2011 avec Monsieur [x] né le 24/12/1966 ressortissant du Maroc ;

Considérant que l'article 27 du code de droit international privé établit qu'un acte authentique étranger est reconnu en Belgique sans qu'il faille recourir à aucun [sic] procédure si sa validité est établie conformément au droit applicable en tenant compte spécialement des articles 18 et 21.

Considérant que l'article 21 vise l'exception d'ordre public et permet d'écarter une disposition du droit étranger qui produirait un effet manifestement incompatible avec l'ordre public.

Considérant qu'un mariage a des effets incompatibles avec l'ordre public s'il ne respecte pas l'article 146 bis du code civil belge, le non respect de cette disposition étant considéré comme contraire aux principes d'ordre public.

Considérant que l'article 146bis énonce qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des époux n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux.

Considérant que faits [sic] suivants démontrent clairement le non respect de cette disposition :

Mr [x], installé en Belgique, est invalide, divorcé depuis le 30/10/2010.

Un ami lui parle mariage.

Suite à cette conversation, l'oncle de [la requérante] apprend que Mr [x] recherche une épouse et propose sa nièce en mariage.

Après un échange téléphonique, celle-ci accepte de l'épouser.

Des fiançailles sont organisées et célébrées le 03/12/2010, auxquelles Mr [x], ne participera pas.

Mr [x] se rend au Maroc en avril 2011 pour le mariage.

En résumé, [la requérante] accepte d'épouser un homme invalide qu'elle n'a jamais vu, 15 ans plus âgé, habitant un pays étrangers [sic]. Une jeune femme marocaine n'a-t-elle donc pas la possibilité de trouver meilleur parti au Maroc ?

Monsieur le Procureur du Roi a été informé des circonstances de cette union.

Après enquête, Mr le Procureur a fait savoir qu'il estimait devoir rendre un avis négatif à la reconnaissance en Belgique des effets de ce mariage conclu à l'étranger.

L'enquête a en effet confirmé les soupçons d'union de complaisance.

En plus de son avis négatif à la reconnaissance de cette union, Mr le Procureur fait savoir qu'il en informait le service d'Etat Civil de la commune de Maasmechelen et a également rendu un avis négatif à la délivrance d'un visa dans le cadre d'un regroupement familial.

Dès lors, ce mariage n'ouvre pas le droit au regroupement familial

Le visa est donc refusé. »

Le 20 décembre 2012, le Bourgmestre de la commune de Maasmechelen a rendu une décision de refus de reconnaissance du mariage intervenu entre la partie requérante et Mr [x] au Maroc.

2. Remarque préalable.

Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

3. Question préalable.

En termes de note d'observations, la partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité *ratione temporis* de la requête. Elle expose que si la requérante indique que l'acte attaqué aurait été notifié le 12 novembre 2012, « il apparaît des mentions figurant sur l'acte de notification établi en date du 22 octobre 2012, que celle-ci aurait eu lieu à la date de l'instrumentum, en l'absence d'autres précisions ».

Le Conseil relève que l'acte de notification figurant dans le dossier administratif comportant la signature de la partie requérante, comprend aux cotés de la signature et du sceau de l'autorité compétente, un cachet indiquant une date illisible. Toutefois, le Conseil observe que la copie de l'acte de notification transmise par la partie requérante, en annexe de sa requête, comprend les mentions précitées ainsi que ledit cachet indiquant la date du 12 novembre 2012. Il convient dès lors de prendre cette date en considération dès lors que la partie défenderesse ne démontre pas que le courrier a effectivement été notifié le 22 octobre 2012 comme elle l'avance et ne remet pas en cause la présence dudit cachet.

La requête introductive d'instance ayant été transmise au Conseil le 11 décembre 2012, soit dans le délai de trente jours à partir du 12 novembre 2012, l'exception soulevée par la partie défenderesse ne peut être retenue.

4. Exposé des moyens d'annulation.

4.1.1. La partie requérante prend **un premier moyen** de : « *schending materiële motiveringsplicht* » et fait valoir ce qui suit : «

Op verweerster rust de verplichting om haar beslissing afdoende te motiveren. De materiele motiveringsplicht houdt in dat verwerende partij zich moet steunen op motieven waarvan het feitelijk bestaan naar behoren bewezen is, en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking genomen kunnen worden.

"De materiele motiveringsplicht gebiedt dat iedere bestuurshandeling gedragen wordt door motieven die in rechte en in feite aanvaardbaar zijn en blijken hetzij uit de beslissing zelf, hetzij uit het administratief dossier. [16] De motieven moeten bijgevolg minstens kenbaar, feitelijk juist en draagkrachtig (d.w.z. de beslissing rechtens kunnen dragen en verantwoorden) zijn.[17] Uit de definitie blijkt dat de materiele motiveringsplicht ook een procedureel aspect bevat: de kenbaarheid van de motieven.[18]..."¹

In de bestreden beslissing gaat verwerende partij over tot het weigeren van een visumaanvraag op grond van gezinshereniging, door te stellen dat het huwelijk tussen partijen niet zou stroken met de bepalingen van art. 21 WIPR en art. 146bis B.W.

Verwerende partij besluit dat er sprake zou zijn van een schijnhuwelijk, en beslist alzo dat het huwelijk tegen de bepalingen van de openbare orde is en niet geldig kan zijn, zoals gesloten tussen partij en.

Verwerende partij besluit tegen de feiten van het dossier in dat er sprake zou zijn van een schijnhuwelijk.

Er wordt geenszins rekening gehouden met de feitelijke elementen zoals ze zich in concreto hebben voorgedaan.

Zo maakt verwerende partij een zeer oppervlakkige en zeer kortzichtige schets van de feiten, door te stellen dat verzoekster en de heer [x] slechts na een telefoontje beslist hadden mekaar te huwen en dat het huwelijk werd gearrangeerd door de oom van verzoekster.

Verzoekster en de heer [x] hebben na verschillende telefonische contacten en contacten via internet (webcam) besloten om zich te verloven.

Verwerende partij haalt tevens aan dat de verloving in afwezigheid van de heer [x] heeft plaatsgevonden. Zoals reeds aangehaald in de feitelijke uiteenzetting, is de afwezigheid volledig buiten de wil van de heer [x] gebeurd. Om gezondheidsredenen was het voor de heer [x] niet aangewezen om in die welbepaalde periode te reizen, gelet op het feit dat hij recent geopereerd was. (Stuk 4)

Voorts benadrukt verwerende partij de invalide toestand van de echtgenoot van verzoekster. Dit vormt voor verzoekster uiteraard geen beletstel om te huwen met de heer [x].

Ook wordt het leeftijdsverschil tussen verzoekster en haar echtgenoot aangehaald om tot de conclusie van een schijnhuwelijk te komen. Verzoekster is zelf 30 jaar oud en niet gehuwd geweest. Het komt niet vaak voor in de Marokkaanse cultuur dat een vrouw tot haar 30ste jaar wacht in het huwelijk te treden. Dat het in de Marokkaanse cultuur dan ook niet ongewoon is dat ze op die leeftijd een oudere man zal huwen. Het leeftijdsverschil is bovendien niet van een storende aard voor verzoekster, gezien haar leeftijd. Ook uit de foto's van het huwelijk valt duidelijk af te leiden dat het leeftijdsverschil tussen het koppel niet storend is.

Verwerende partij stelt zich de vraag of verzoekster geen betere huwelijkspartner kon vinden in Marokko, doch een invalide man verkoos die ze nooit had gezien en die 15 jaar ouder was als haar, en in het buitenland verbleef.

Verwerende partij maakt een zeer lichtzinnig voorstelling van de feiten, hetgeen ook zo wordt voorgesteld aan de Procureur des Konings voor het verkrijgen van een advies.

Dat het negatief advies van de Procureur des Konings dan ook enkel te wijten is aan het verkapt beeld dat werd gegeven door verweerster.

Dat de motivering van verwerende partij niet strookt met de feitelijke gegevens van het dossier, zodat een weigering op grond van voornoemde motiveringen niet aangenomen kan worden.

Dat tevens recent is gebleken dat verzoekster zwanger is, hetgeen maakt dat geen ruimte voor twijfel bestaat dat de intentie van verzoekster en haar echtgenoot wel is gericht op het totstandbrengen van een duurzame levensgemeenschap. (stuk 5)

Van een schijnhuwelijk kan met dien verstande geen sprake zijn, de motivering van verwerende partij mist feitelijke grondslag.

¹ J. DE STAERCKE, " Algemene beginselen van behoorlijk burgerschap. Naar een wederkerig bestuursrecht?" jura falconis, jg 38, 2001-2002, nr 4, p. 505-535. ([16] JA. COOLSAET en I. OPDEBEEK, Formele motivering van bestuurshandelingen, Brugge, die keure, 1996, 9-11 en 103 en de aldaar aangehaalde rechtspraak: R.v.St., Rammant, nr. 25.491, 18 juni 1985, R.W., 1986-87, 311; R.v.St., n.v. Cimenteries, nr. 26.852, 9 juli 1986; R.v.St., De Boeck, nr. 34.108, 20 februari 1990.; D. MAREEN, "Hoe verhoudt de materiele motivering zich tot de formele motivering?", T.B.P., 1997, 723-735; [n] A. COOLSAET en I. OPDEBEEK, o.c., 104; J. IN 'T VELD en NSJ. KOEMA, Beginselen van behoorlijk bestuur, Zwolle, W.E.I. Tjeenk-Willink, 1985, 38 en 99-110; P. VAN ORSHOVEN, "De uitdrukkelijke motivering van administratieve bestuurshandelingen", R.W., 1991-92, 488; [18] De aanvaardbaarheid in rechte moet immers gecontroleerd kunnen worden (zie R.v.St., Rammant, nr. 25.491, 18 juni 1985, R.W., 1986-87, 311; R.v.St., n.v. Cimenteries, nr. 26.852, 9 juli 1986; R.v.St., Osier, nr. 74.935, 3 juli 1998). »

4.1.2. En réponse à la note d'observations, elle fait valoir ce qui suit : «

Verweerster schendt het beginsel van de materiele motivering door in haar weigeringsbeslissing niet afdoende te motiveren. Haar beslissing is noch draagkrachtig, noch feitelijk juist.

Verweerster maakt een zeer kortzichtige voorstelling van de feiten, hetgeen heeft geleid tot een negatief advies van de Procureur, alsook een weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand om het buitenlands huwelijk te erkennen.

Door verweerster wordt geenszins rekening gehouden met de culturele achtergrond van verzoekster, noch haar persoonlijke situatie.

(...)

Zonder zich inhoudelijk te verweren tegen de argumentatie van verzoekster, stelt verweerster in zeer algemene bewoordingen dat het eerste en tweede middel onontvankelijk, minstens ongegrond zijn.

Verweerster stelt verkeerdelijk dat concludante de erkenning van het buitenlands huwelijk voor Uw Raad tracht te bekomen.

De vordering van verzoekster in huidige procedure betreft de nietigverklaring van de weigeringsbeslissing tot het verlenen van een visum gezinshereniging.

Verzoekster heeft voor de erkenning van het buitenlands huwelijk een verzoekschrift gericht volgens de daartoe geijkte procedure voor de Rechtbank van Eerste Aanleg te Tongeren.

Dat de bevoegdheid van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen er niet toe reikt een uitspraak te doen omtrent het al dan niet geldig karakter van het huwelijk, heeft niet tot gevolg dat de Raad niet bevoegd is om te oordelen of de bestreden beslissing al dan niet afdoende gemotiveerd is. Dat verzoekster dan ook voldoende aantoonde dat verweerster er niet in is geslaagd haar beslissing afdoende te motiveren.

Bovendien is de motivering van de weigeringsbeslissing manifest discriminatoir.

Dat door verweerster, de leeftijd en de invaliditeit als doorslaggevende middelen worden aangenomen om tot een weigering over te gaan, maakt dat de motivering onaanvaardbaar is in rechte en niet beantwoordt aan de vereiste van de materiele motiveringsplicht.

Dat het eerste middel bijgevolg ernstig is.»

4.2.1. Elle prend **un second moyen** de : « schending redelijkheidsbeginsel en behoorlijke dossierbehandeling » en précisant ce qui suit : «

Dat het redelijkheidsbeginsel is geschonden: " Wanneer het bestuursorgaan op evidente wijze een onjuist gebruik van zijn beleidsvrijheid heeft gemaakt, m.a.w. wanneer het bestuur kennelijk onredelijk heeft gehandeld. " ²

Dat verweerster bij het nemen van haar beslissing, slechts twee dagen na indiening van de aanvraag, kennelijk onredelijk heeft gehandeld door te concluderen tot een schijnhuwelijk. Dat een beslissing die in twee dagen is genomen en een weigering inhoudt van een visumaanvraag tot gezinshereniging, geenszins in overeenstemming kan zijn met het beginsel van een behoorlijke dossierbehandeling.

Dat uit de beslissing van verwerende partij overduidelijk blijkt dat de feiten niet geschetst zijn in de culturele achtergrond van verzoekster en haar echtgenoot, doch dat zij op een kortzichtige wijze is overgegaan tot het weigeren van de visumaanvraag.

Eerst en vooral is het zo dat verzoekster en haar echtgenoot veelvuldig contact met elkaar onderhielden en onderhouden. De affectieve relatie tussen het koppel blijkt uit verschillende elementen, zoals de regelmatige reizen, de foto's en dvd van het huwelijksfeest, de geldtransfers van de echtgenoot aan verzoekster. Uiteraard bewijst de zwangerschap van verzoekster in hoofde van het koppel dat zij werkelijk de intentie hebben een duurzame levensgemeenschap tot stand te brengen.

Dat het leeftijdsverschil voor verweerster wordt aangehaald als reden om te besluiten tot een schijnhuwelijk, is allesbehalve redelijk.

Het is in de Marokkaanse cultuur nl. niet ongebruikelijk dat er een leeftijdsverschil bestaat tussen de bruid en bruidegom. In de Marokkaanse cultuur huwen vrouwen voornamelijk op jonge leeftijd. Louter om een beeld te geven van de Marokkaanse cultuur is het nuttig te verwijzen naar het feit dat de huwbare leeftijds slechts bij wetswijziging van 2004 (El Moudawana) is opgetrokken van de leeftijd van 15 jaar naar 18 jaar.

Dat het tevens in de Marokkaanse cultuur niet ongebruikelijk is dat een ongehuwde vrouw van 30 jaar, een oudere man huwt, nu de huwbare leeftijd voor haar "verstreken is". Dat het aldus, gelet op de culturele achtergrond, niet onbegrijpelijk is dat verzoekster een man huwde die 15 jaar ouder is.

Dat de weigeringsbeslissing een onredelijke beslissing inhoudt nu zij concludeert tot de ongeldigheid van het huwelijk dat werd gesloten tussen party en, daar minstens een der echtgenoten niet de intentie zou gehad hebben om een duurzame levensgemeenschap tot stand te brengen.

Dat de bestreden beslissing tevens alle grenzen van redelijkheid overschrijdt wanneer ze de invaliditeit van de heer [x] benadrukt om te besluiten dat verzoekster niet werkelijk de intentie zal gehad hebben te huwen met een invalide persoon.

Dat de oorzaak van zijn invaliditeit geen beletstel vormt voor verzoekster om hem te huwen. De heer [x] is fysiek en mentaal in staat een goede echtgenoot te zijn voor verzoekster. Dat de uitlatingen van verweerster dan ook als bekrompen en discriminerend worden beschouwd door verzoekster.

Dat tevens uit de nieuwe omstandigheid, nl. de zwangerschap van verzoekster, vaststaat dat er geen sprake kan zijn van een vermeende schijnhuwelijk.

Dat uit de bijgebrachte stukken overduidelijk blijkt dat er sprake is van een wederzijdse affectieve relatie tussen partijen.

Dat met dien verstande, een weigeringsbeslissing niet strookt met de beginselen van redelijk bestuur en behoorlijke dossierbehandeling.

² L.P. SUETENS, "Algemene beginselen van behoorlijk bestuur in de rechtspraak van de Raad van State", T.B.P. 1981, (81) 87. »

4.2.2. En réponse à la note d'observations, elle expose ce qui suit : «

De beslissing van verweerster om de aanvraag van verzoekster zonder grondig onderzoek onontvankelijk te verklaren houdt een schending in van het redelijkheidsbeginsel. Kortelings wordt verwezen naar de graad van ernst, doch op geen enkele wijze wordt rekening gehouden met de persoonlijke situatie van verzoekster: weduwe van vierenzeventig jaar, die lijdt aan extreme zwaarlijvigheid (invaliderende obesitas), een heupprothese en lymfoedeem aan haar benen. Verzoekster heeft geen familie in Turkije wonen op wiens steun en zorg ze kan terugvallen, noch de financiële middelen om professionele thuiszorg in te schakelen in Turkije. Haar dochter wenst in te staan voor haar verzorging, zowel materieel, moreel als financieel. Een terugkeer zal verzoeksters levensverwachtingen ongunstig beïnvloeden.

(...)

Tegen dit middel wordt geen inhoudelijk verweer gevoerd door verweerster.

Zoals supra uiteengezet, stelt verweerster verkeerdelijk dat verzoekster met de aangewende middelen de erkenning van het buitenlands huwelijk beoogt.

Met haar tweede middel slaagt verzoekster erin aan te tonen dat de weigeringsbeslissing van verweerster een manifeste schending van de beginselen van behoorlijk bestuur inhoudt.

Dat het tweede middel dan ook gegrond is. »

4.3.1. Elle prend **un troisième moyen** de : « schending art.8 EVRM, recht op privéleven, familie- en gezinsleven » et fait valoir ce qui suit : «

De bestreden beslissing houdt eveneens een schending van het recht op priveleven, familie- en gezinsleven in, zoals gewaarborgd in art. 8 EVRM.

"1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn prive leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van

wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

Verzoekster en de heer [x] vormen een gezin, doch worden door verweerster van hun fundamenteel recht ontnomen zich te herenigen.

Verzoekster wordt, zwanger zijnde, gescheiden van haar echtgenoot, zonder dat hiertoe enige rechtvaardigingsgrond bestaat.

"Wanneer een risico van schending van het respect voor het prive- en/of familie- en gezinsleven wordt aangevoerd, kijkt de Raad in de eerste plaats na of er een prive- en/of familie- en gezinsleven bestaat in de zin van het EVRM, vooraleer te onderzoeken of hierop een inbreuk werd gepleegd door de bestreden beslissing. Bij de beoordeling of er al dan niet sprake is van een prive- en/of familie- en gezinsleven dient de Raad zich te plaatsen op het tijdstip waarop de bestreden beslissing is genomen (cf EHRM 13 februari 2001, Ezzoudhi/Frankrijk, § 25; EHRM 31 oktober 2002, Yildiz/Oostenrijk, § 34; EHRM 15 juli 2003, Mokrani/Frankrijk, § 21).

Artikel 8 van het EVRM definieert het begrip familie- en gezinsleven' noch het begrip priveleven. Beide begrippen zijn autonome begrippen, die onafhankelijk van het nationale recht dienen te worden geïnterpreteerd.

Wat het bestaan van een familie- en gezinsleven betrefl, moet vooreerst worden nagegaan of er sprake is van een familie of een gezin. Vervolgens moet blijken dat in de feiten de persoonlijke band tussen deze familie- of gezinsleden voldoende hecht is (cf EHRM 12 juli 2001, K. en TJFinland, § 150). "

Dat onomstotelijk vaststaat dat er een gezinsband is tussen verzoekster en de heer [x]. Dat deze gezinsband bestaat sinds april 2010.

Dat uit het bijgebracht emailverkeer, alsook de foto's van het huwelijk duidelijk blijkt dat het huwelijk dat gesloten is tussen partijen, oprecht is. Dat de zwangerschap van verzoekster dit tevens bevestigt.

Dat de weigeringsbeslissing met dien verstande dan ook een inmenging uitmaakt in het priveleven, familie- en gezinsleven van verzoekster, dewelke niet gerechtvaardigd kan worden met enig legitiem doel.

De ingrijpende gevolgen zijn des te verstrekend, dat er geen proportionaliteit bestaat tussen weigering en de inmenging in het priveleven, familie- en gezinsleven van verzoekster in de zin van art. 8 EVRM.

Dat, gelet op de omstandigheden waarin verzoekster zich bevindt, duidelijk blijkt dat de weigeringsbeslissing de waarborgen van hogere rechtsnormen niet eerbiedigt. »

4.3.2. En réponse à la note d'observations elle soutient ce qui suit : «

Tot slot houdt de beslissing van verweerster een schending in van het recht op eerbieding van het prive-gezins- en familieleven van verzoekster daar zij geen familie meer heeft wonen in Turkije en haar banden met haar dochters, dewelke in België wonen, niet kan onderhouden.

(...)

Dat verweerster niet ernstig is in haar verweer wanneer ze stelt dat de bestreden beslissing geen schending van het recht op gezinsleven zou inhouden, nu partijen gehuwd zijn en verzoekster in verwachting is van een kind.

Verzoekster en haar echtgenoot zijn genoodzaakt in België hun gemeenschappelijke verblijfplaats te hebben daar de echtgenoot van verzoekster nog een kind heeft uit zijn voorgaand huwelijk, die woonachtig is in België, met wie hij eveneens een gezinsband heeft en het recht heeft zijn recht beschermd te zien. Uit het bijkomend stuk 13, pg. 2 wordt het bewijs geleverd dat de heer [x] een onderhoudsverplichting heeft opzichthens zijn kind uit zijn voorgaand huwelijk, die woonachtig is in België.

Het verweer van verweerster is niet ernstig.

De bestreden beslissing schendt het artikel 8 EVRM. »

5. Discussion.

5.1.1. Sur les premier et second moyens réunis, le Conseil rappelle qu'il est une juridiction administrative instituée en application de l'article 146 de la Constitution. Il souligne - dès lors que surgit une contestation relative à sa juridiction - que l'article 144 de la Constitution dispose que les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des Cours et Tribunaux, et que l'article 145 de la Constitution dispose quant à lui que les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des Cours et des Tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi. La nature du droit sur lequel porte le litige est dès lors essentielle pour opérer la distinction entre, d'une part, la compétence exclusive des Cours et des Tribunaux concernant les contestations relatives à des droits civils, et, d'autre part, sa compétence de principe concernant les contestations relatives à des droits politiques, à laquelle le législateur peut déroger (M. LEROY, *Contentieux administratif*, Bruxelles, Bruylant, 2008, 86).

Le législateur a fait application de la possibilité lui offerte par l'article 145 de la Constitution de confier à la juridiction administrative qu'est le Conseil de céans, le contentieux relatif aux lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant le Conseil du contentieux des étrangers, Exposé des motifs, *Doc. Parl. Chambre*, sess. 2005-2006, n° 51K2479/001, 91). L'article 39/1, § 1er, alinéa 2, de la loi, dispose ainsi que : « *Le Conseil est une juridiction administrative, seule compétente pour connaître des recours introduits à l'encontre de décisions individuelles prises en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* ». L'article 39/2, §2, de la même loi, précise en outre que le Conseil, lorsqu'il statue en annulation, se prononce sur les recours pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. Il en résulte que dans le cadre de cette disposition, la compétence du Conseil en tant que juge d'annulation, se limite à vérifier si aucune règle de droit objectif, *sensu lato*, n'a été méconnue par la décision prise dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Il n'appartient par conséquent pas au Conseil de se prononcer sur l'opportunité d'un acte administratif. Si l'acte attaqué viole une norme dudit droit objectif, il peut être annulé et l'autorité administrative doit réexaminer la demande en prenant en considération la violation du droit objectif, telle qu'elle a été constatée par le Conseil.

Il résulte de ce qui précède que le Conseil a, en principe, un pouvoir de juridiction pour, dans les limites précitées, statuer sur la légalité de la décision attaquée.

Toutefois, cela ne signifie pas que le Conseil, dans le cadre de l'examen de son pouvoir de juridiction, est lié par l'objet tel que qualifié dans le recours (*petitum*). La circonstance que le requérant sollicite l'annulation d'une décision prise en vertu de la loi du 15 décembre 1980 n'implique en effet pas *de facto* que le Conseil dispose de la compétence juridictionnelle pour ce faire (cfr. J. VELU, conclusion sous Cass. 10 avril 1987, *Arr. Cass.* 1986-87, 1046). Le Conseil doit ainsi analyser la cause d'annulation invoquée dans le moyen (*causa petendi*), et ce afin de vérifier si l'objet réel et direct du recours n'excède pas son pouvoir de juridiction (Cass. 27 novembre 1952, *Pas.* 1953, I, 184; C. HUBERLANT, « Le Conseil d'Etat et la compétence générale du pouvoir judiciaire établie par les articles 92 et 93 de la Constitution », *J.T.*, 1960, 79; J. SALMON, *Le Conseil d'Etat*, Bruxelles, Bruylant, 1994, 249; C. BERX, *Rechtsbescherming van de burger tegen de overheid*, Anvers, Intersentia, 2000, 140 et 141). Le cas échéant, le Conseil doit se déclarer sans juridiction.

Le Conseil est, par conséquent, sans juridiction pour connaître des contestations qui portent sur des droits civils ou encore pour connaître des contestations qui portent sur des droits politiques que le législateur ne lui a pas expressément attribuées. De même, le Conseil ne peut pas connaître d'un recours ou d'un moyen dont l'objet réel et direct est de l'amener à se prononcer sur de telles contestations.

La répartition de compétences entre les Cours et les Tribunaux et le Conseil peut avoir pour conséquence que différentes questions juridiques afférentes à un seul et même acte peuvent être soumises à l'appréciation de différents juges. Le Conseil disposant exclusivement des compétences lui attribuées, celles-ci doivent être interprétées de manière restrictive en manière telle que le requérant peut être confronté à l'inconvénient de devoir saisir plusieurs juridictions.

La répartition de la juridiction précitée peut également impliquer que dans l'hypothèse où deux décisions seraient prises dans un seul « *instrumentum* », - comme en l'espèce, une décision de refus de visa,

d'une part, et une décision de non reconnaissance d'un acte de mariage, d'autre part -, une stricte distinction doit être opérée entre ces deux décisions.

Le Conseil entend également rappeler que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

5.1.2. En l'espèce, le Conseil est saisi d'un recours en annulation contre une décision de refus de visa en vue d'un regroupement familial prise en application de la loi du 15 décembre 1980. Cette décision repose sur un développement dans lequel la partie défenderesse estime que le mariage entre les époux n'ouvre pas le droit au regroupement familial, pour des raisons d'ordre public, en raison du caractère simulé du mariage. Elle détaille en termes de motivation les raisons qui l'ont amenée à cette conclusion, et s'appuie également sur l'avis du parquet se prononçant dans le même sens.

Or, le pouvoir de juridiction du Conseil ne peut s'exercer sur cette décision préalable conformément à l'enseignement qui vient d'être exposé *supra*, le Tribunal de première instance étant seul compétent pour se prononcer à cet égard.

En effet, l'article 27, §1^{er}, de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé dispose qu' :« *un acte authentique étranger est reconnu en Belgique par toute autorité sans qu'il faille recourir à aucune procédure si sa validité est établie conformément au droit applicable en vertu de la présente loi, en tenant spécialement compte des articles 18 et 21.*

L'acte doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité selon le droit de l'Etat dans lequel il a été établi.

L'article 24 est, pour autant que de besoin, applicable.

Lorsque l'autorité refuse de reconnaître la validité de l'acte, un recours peut être introduit devant le tribunal de première instance, sans préjudice de l'article 121, conformément à la procédure visée à l'article 23. »

Dès lors que le Législateur a instauré un recours direct auprès des cours et tribunaux ordinaires, le Conseil est sans compétence pour exercer un contrôle de la légalité des motifs pour lesquels la partie défenderesse a refusé de reconnaître la validité d'un mariage célébré à l'étranger.

Or, contrairement à ce que la partie requérante soutient dans son mémoire de synthèse en réponse à la note d'observations, l'argumentaire de la requérante vise principalement à soumettre à son appréciation des précisions et explications factuelles en vue de contester les raisons pour lesquelles son mariage a été considéré comme étant simulé, et à l'amener à se prononcer sur cette question en manière telle que le Conseil ne peut y avoir égard, à défaut d'avoir un pouvoir de juridiction quant à cette problématique, conformément à ce qui vient d'être développé.

S'agissant de l'argument selon lequel la partie défenderesse n'aurait pas procédé à un traitement adéquat du dossier dans la mesure où elle aurait rendu sa décision dans la précipitation, deux jours après l'introduction de la demande de visa par la requérante, le Conseil relève, à la lecture du dossier administratif que cette allégation manque en fait. En effet, la partie défenderesse a rendu la décision attaquée le 19 octobre 2012 alors que la demande de visa était introduite le 20 avril 2012, soit environ six mois avant.

Il n'apparaît pas que la partie défenderesse ait été informée en temps utile, à savoir avant la prise de décision de la situation de grossesse de la partie requérante ni, *a fortiori*, de la naissance d'un enfant commun le 10 juillet 2013, date qui est postérieure à celle de l'acte attaqué. Il ne saurait dès lors être

reproché à la partie défenderesse de n'en avoir tenu compte, dès lors que pour apprécier la légalité d'un acte administratif, il y a lieu de se replacer au jour où l'acte a été pris.

Par conséquent, les premier et second moyens ne peuvent être accueillis.

5.2. Sur le troisième moyen, le Conseil souligne que l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui fixe le principe selon lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolu. Ainsi, l'alinéa deux de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts *Abdulaziz, Kabales et Balkandali* du 28 mai 1985, et *Cruz Varas et autres* du 20 mars 1991; C.E. 24 mars 2000, n° 86.204) en sorte que la décision attaquée ne peut, en tant que telle, être considérée comme constituant une violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En outre, la décision résulte d'un refus de reconnaître le mariage conclu à l'étranger, en raison d'une remise en cause de la réalité même du lien familial avancé par la requérante, entre M. [x] et elle-même, soit d'une décision préalable de non reconnaissance de validité dont la contestation est dévolue, par la loi, à une autre juridiction que le Conseil.

Le partie requérante n'établit pas, par ailleurs, le caractère disproportionné de la mesure prise dans sa vie familiale, étant précisé que les éléments tenant à sa grossesse et à la naissance subséquente de l'enfant commun ont été communiqués après que la partie défenderesse ait pris sa décision, en sorte qu'il ne saurait lui être reproché dans ce cadre de ne pas avoir procédé à un examen aussi rigoureux que possible de la cause.

Enfin, la décision est limitée à un refus d'accès au territoire, en manière telle qu'elle ne prive pas la requérante de la possibilité, notamment sur la base des derniers éléments mentionnés, d'introduire une nouvelle procédure afin de poursuivre en Belgique sa vie familiale, étant précisé qu'en tout état de cause, la décision attaquée ne peut nuire à la vie familiale qu'elle entretient avec son enfant, dès lors que celui-ci réside actuellement avec elle au Maroc.

Partant, le troisième moyen pris de la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne peut être retenu.

6. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un octobre deux mille treize par :

Mme M. GERGEAY,
M. J. LIWOKE LOSAMBEA,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers
Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

J. LIWOKE LOSAMBEA.

M. GERGEAY.